

BAC

SNCA e.i.L Convergence

e. comme Efficacité
i. comme Indépendance
L. comme Laïcité

BULLETIN DES AGREGES ET DES CERTIFIES N° 50

Oct. Nov. Déc. 2013

TRIMESTRIEL
Prix : 1 €uro

Bulletin des Agrégés et Certifiés de

l'Education Nationale

SNCA

Certifiés, Agrégés e.i.L.

Convergence

5, rue Clisson 75013 Paris

06 84 57 20 75 & 01 53 94 07 53

FR41@wanadoo.fr

gc.roche@orange.fr

www.snca-nat.fr

SOMMAIRE

du seul BAC authentique

PP 1 et 2 Editorial

De la réalité
et du (si peu) signifiant

PP 2 et 3 : Des sous ! Des sous !

P 4 *Annus horribilis*

BAC n° 50

Oct. Nov. Déc. 2013

TRIMESTRIEL

Directrice de la Publication

Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISSN : en instance

CONCEPTION &

REALISATION

au siège

5, rue Clisson 75013 PARIS

La direction du SNCA e.i.L. Convergence, se joint au SNEPAG e.i.L. et à Action & Démocratie LILLE et NICE pour vous présenter ses vœux afin que 2014 soit une année favorable à vos espérances personnelles, professionnelles et syndicales.

EDITO

De la réalité et du (si peu) signifiant

« Qui ne sait être un Erasme doit penser à être évêque »

Jean de La Bruyère

Par cette merveilleuse recommandation, La Bruyère est bien un homme de notre temps. Mais qui l'écoute ?

Voyez la Refondation de l'Ecole de la République ! Du faux semblant qui la signifie pour ce qu'elle est devenue : le contraire de son projet républicain d'émanciper la jeunesse !

On s'empresse à réformer les rythmes scolaires, esbroufe pseudo-biologique ; on annonce 4000 créations de postes en collège (soit 0, ...quelque chose prof par collège ...), une augmentation du traitement des profs en ZEP (soit, pour un service fixé à 18 h devant les élèves, trois petites heures sup payées pendant un mois - et non défiscalisées -...); on va refondre les programmes une énième fois ... ; on pond, avec quelque anachronisme, une *Charte de la Laïcité* ... Beaucoup d'agitation et de frénésie : des hochets, quoi ! Pour faire croire que l'Ecole Publique est au centre des préoccupations de la social-démocratie qui nous gouverne.

Mais la social-démocratie se fout de l'Ecole de la République ! Elle continue l'émiettement et le pourrissement du programme républicain du CNR comme les précédents gouvernements de droite les ont initiés et mis en œuvre.

Refonder l'Ecole de la République, c'est d'abord **s'attaquer à la réalité de l'absentéisme**, ce dévoiement, partagé par nombre de familles et l'Etat, de l'obligation scolaire.

Cependant la puissance publique ne veut plus assumer cette obligation ; tout au contraire, l'absentéisme non traité est une façon commode d'évacuer les jeunes dont on ne veut pas s'occuper, une manière, parmi d'autres, de régulation des flux, autrement dit, une discrète méthode de relégation et d'exclusion.

Sûr que l'universalisme de la République n'y trouve pas son compte !

De même, les inepties de l'orientation scolaire confortent le

conservatisme social dont les patrons de la social-démocratie ont besoin.

Les patrons ? Ceux qui font tirer les marrons du feu par les dictateurs ici ou là, par les partis prétendument démocratiques* ailleurs, tout en leur faisant de substantiels cadeaux en fric et en pouvoir.

Les patrons ? **L'actionnariat et la finance qui prélèvent une part de plus en plus grande sur le travail**, par la pression sur les salaires (chômage et emplois précaires), par l'insuffisance des formations des travailleurs (et des futurs travailleurs dès l'école), par un racket fiscal dément, par un prélèvement de plus en plus considérable sur la valeur ajoutée qu'il produit et sans que ce prélèvement excessif soit utilisé à des investissements productifs.

En fait, **casser l'Ecole de la République, et l'Etat-Nation par la même occasion, est un des outils de la gestion de la crise du capitalisme par les capitalistes eux-mêmes** : leurs valets libéraux et socio-démocrates manient cet outil avec une dextérité confondante !

Est-ce une raison de les laisser faire ? De les laisser tripoter les superstructures de la République et de son Ecole sans se préoccuper de l'état des fondations qu'ils sapent et minent à plaisir ?

CAPITALISMUS DELENDUS EST.

Le secrétariat national

** L'UMP et le PS ont été éminemment solidaires pour ignorer le NON majoritaire de la France en 2005.*

Des sous ! Des sous !

Le premier numéro de **BAC** est paru au début de l'année 2002, après qu'une première tentative de publication ait été confisquée par la direction du SNETAA* pour en faire l'essentiel du n° 1 d' **Indépendance Syndicale**, organe de la toute nouvelle fédération EIL.

Ce premier ensemble de textes était, selon les censeurs, bien trop fédéral !

Au fait, **qu'est-ce qu'une fédération syndicale** et quel est son objet ?

En général, et par définition, un syndicat défend les intérêts matériels et moraux d'une catégorie professionnelle de salariés ... Ce que les ennemis de la démocratie syndicale désignent sous le terme de corporatisme** oubliant qu'une corporation rassemble en son sein les patrons d'un même métier et leurs ouvriers et employés.

Les fédérations rassemblent des organisations syndicales représentant des métiers différents mais relevant d'un même secteur économique ; par exemple, une fédération de cheminots réunit des syndicats de conducteurs de train, de contrôleurs, de personnels de maintenance, etc. Leur rôle est de défendre les intérêts que les travailleurs de ces différents métiers ont en commun, par exemple la grille des revenus salariaux ou la durée du temps de travail.

Dans l'histoire française du syndicalisme laïque de l'enseignement public depuis la Libération, la FEN*** a ainsi été en charge, dès 1947, des revendications salariales communes aux enseignants du premier, du second degrés, de l'enseignement supérieur, aux personnels d'encadrement, aux personnels d'administration, de service et d'entretien des locaux scolaires, etc.

Quand au terme d'un processus de démolition de la FEN, au début des années 1990, la FSU*** s'est constituée, elle devait prendre en charge, et collectivement, les revendications salariales des adhérents de ses syndicats.

Ce qu'elle a répugné à faire, préférant la cogestion avec les pouvoirs publics (de gauche au moment de sa création, puis alternés droite/gauche ensuite) et les revendications sociétales plutôt que syndicales parce que sa ligne « directoriale » était le **consensus** **** entre les communistes PCF et les communistes trotskystes dont il existe une grande variété !

Ce qui, en matière de lecture de la lutte des classes*****, expose aux divergences insurmontables ! A l'époque, ce sont les tenants d'Ecole Emancipée (EE), liée à la Ligue Communiste Révolutionnaire, aujourd'hui convertie en NPA, qui mangeaient la soupe.

A cette époque, l'auteur de ces lignes représentait à la FSU le Courant de Réflexion et d'Action Syndicales AUTREMENT. Chaque fois que se réunissait le Conseil Fédéral, AUTREMENT proposait un amendement au projet de motion générale présentée par la direction PCF-EE, qui refusait de l'intégrer, amendement qui portait sur la revalorisation salariale ... Il est cependant arrivé qu'une *bronca* des partisans de la direction lui imposât tout de même d'inscrire le dit amendement !

Quel raisonnement conduisait AUTREMENT à proposer cet amendement concernant les rémunérations des personnels de l'Education Nationale ?

Outre le scandale des bas salaires, voire sous smicards d'une part considérable des personnels administratifs et ouvriers, la dégradation salariale des personnels enseignants du second degré était, selon AUTREMENT, une des raisons de l'irrespect grandissant envers l'Ecole de la République et ses agents.

Les classements INSEE plaçaient, dans les années 80 du dernier siècle, les professeurs certifiés et assimilés au niveau des cadres supérieurs alors que, depuis et inexorablement, ils sont refoulés dans la catégorie des cadres moyens et même moyens moins !

Ce constat quantitatif induit un constat qualitatif que le dernier rapport PISA de l'OCDE, en dépit de ses défauts méthodologiques, met en évidence : **la baisse générale de la qualité de l'enseignement public en France est due à la baisse globale du niveau des recrutés** : assurés d'être mal payés, les éventuels futurs et meilleurs profs se détournent de l'Education Nationale ; reste des gens moins bien formés, car la masterisation de l'Université et l'autonomie illusoire de ses structures régionales ont nivelé les formations supérieures vers le bas, peu conscients, souvent, et à l'instar de la plus grande partie de l'encadrement, des missions fondamentales de l'Ecole de la République, motivés - qui le leur reprocherait ? - par la nécessité de gagner leur vie plus que par celle d'assumer une vocation de service public ...

La grande responsabilité de cette démotivation et de cette baisse générale du niveau des instruisants et des instruits, des éduquants et des éduqués, des formants et des formés est **l'idéologie libérale qui formate jusqu'à la caricature les responsables politiques français et en fait des adorateurs du Veau d'Or, les marchés financiers** qui sous prétexte d'assouplir les trésoreries des Etats prétendument démocratiques obligent ceux-ci à pressurer leurs peuples non seulement par l'augmentation de l'impôt et de la taxe mais aussi par la dégradation continue des services publics à commencer par ceux d'Education et de Santé.

Le propos de cet article n'est pas d'accabler les personnels qui, dans les établissements scolaires et universitaires, et pour la plupart d'entre eux, exercent leurs divers métiers avec conscience et honnêteté ; mais bien de dénoncer l'imposture des classes dirigeantes qui, relayée depuis plus de trente ans par les officiels du pouvoir, **détourne impunément l'Ecole de la République de son devoir d'émanciper les futurs citoyens et discrédite ceux qui la servent avec dévouement.**

Pour redonner à l'Ecole de la République sa dignité et sa mission d'émancipation des futurs citoyens, il est grand temps de **rompre avec une politique qui depuis des décennies sacrifie les rémunérations des personnels de l'Education Nationale et en instaurer une qui, au contraire, les revalorise et reconnaisse ainsi le respect dû à des femmes et à des hommes qui se dévouent à instruire, éduquer et former la jeunesse.**

* Bernard PABOT, secrétaire général du SNETAA était aussi co-secrétaire de la nouvelle fédération avec la rédactrice de cet article ...

** Les négateurs de la lutte des classes, toujours alliés des capitalistes, en tiennent pour le corporatisme ; voyez le fascisme !

*** FEN : Fédération de l'Education Nationale ; FSU : Fédération Syndicale Unitaire

**** Pouah !

**** Aujourd'hui nous en sommes à **la GUERRE des classes** !

Annus horribilis...

Voilà que se profile, après concertation avec les syndicats, en toute démocratie, donc, une réforme des programmes et des enseignements (peut-être du contenu des concours ? du statut des enseignants ?). Le démocrate est ravi, d'autant qu'il devient urgent de réfléchir à la fiabilité d'un système éducatif qui produit autant d'échecs de la maternelle à l'Université.

Nous avons signalé de nombreuses fois que l'École ne se contente pas d'être élitiste, elle creuse un abîme insondable entre ceux qui réussissent et la foule innombrable des délaissés : l'école française est devenue le parangon de l'inégalité. Les causes en sont connues :

- On n'exige plus une connaissance sans faille des savoirs fondamentaux, on les suppose acquis, ce qui ne favorise que ceux qui, grâce à leur milieu familial, social, les possèdent de façon quasi innée ; à ce titre l'enseignement de l'histoire – de l'école élémentaire au Lycée- est exemplaire ;
- On estime que chacun peut suivre les mêmes études, avec le même succès : on fait fi de la réalité, on raisonne en idéologue ; les responsables de l'orientation scolaire ont pour charge de traduire ces dispositions en flux d'élèves dans les différentes sections.
- Comme un diplômé du supérieur a beaucoup moins de chance d'être chômeur qu'un non-diplômé, on veut promouvoir 100% d'une classe d'âge au niveau IV. Ce qui impose des passages d'une classe à l'autre en dépit de la possibilité pour l'élève de suivre les enseignements dispensés dans la classe supérieure.
- Le système, qui ne convient qu'à ceux qui y réussissent, crée du « décrochage », l'élève lassé de ne rien comprendre, abandonne. L'école parvient ainsi, par des voies inavouables à se défaire d'une bonne partie de son public.
- **L'absentéisme est une donnée majeure de notre système éducatif ; c'est à l'école que l'élève apprend l'absentéisme : peu fréquent à l'école élémentaire, il devient plus lourd au collège, et s'impose au Lycée.**
- Par démagogie l'Etat ne fait rien en matière de lutte contre l'absentéisme ; au contraire, en le favorisant, il trouve un moyen de rendre les classes plus homogènes et les groupes d'élèves moins délicats à gérer.
- Toute réforme des contenus d'enseignement suppose **avant tout** que soit réglée la question de l'obligation scolaire. **Comment enseigner à un élève qui n'est pas là ?** Ce qui impose de prendre des mesures claires et efficaces.
- L'école de la République doit offrir à ses élèves la même qualité et la même variété à tous les enfants de France. Cela impose que la pseudo autonomie des établissements soit corrigée : il ne s'agit aujourd'hui que de laisser la possibilité au chef d'établissement de supprimer tel enseignement pour ne pas en supprimer tel autre.
- Un chef d'établissement responsable : imaginatif, créatif, capable de porter les projets des enseignants est une nécessité. Il faut donc revoir le statut qui en fait aujourd'hui un « porte voix » du ministre. De la même façon, il est urgent de revenir sur le mode de recrutement des DASEN, qui ne sauraient être les gestionnaires soumis, appliquant sans discernement et sans état d'âme les rigueurs de la DGRH.
- La position idéologique et la démagogie ne sont pas de mise à l'école : il ne convient pas de supprimer ce que la mandature précédente avait mis en place et qui fonctionnait bien (MGIEN, Internat d'excellence, Conseil des droits et devoirs des familles) sous prétexte que la droite en était responsable. **Il faut que les familles soient responsables de l'assiduité scolaire, et que toutes les mesures soient prises pour l'assurer.**

Une réforme qui ne prend pas en compte le respect impératif de l'obligation scolaire, qui ne se soucie que de la servilité dans la nomination des responsables, qui ne traite pas définitivement la question de l'orientation scolaire, est déjà vouée à l'échec.